

---

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### Accord-cadre à bons de commande relatif à l'entretien et à la gestion du terrain d'assiette de la gare de la Grande Chaloupe

A  TRAVAUX

B  FOURNITURES

C  SERVICES

---

#### **Procédure de passation :**

Marché passé selon la procédure formalisée de l'appel d'offre en application de l'article L. 2124-2 du Code de la commande publique

**Date limite de réception des offres : Mardi 16 juin 2026 avant 15 heures (heure Réunion)**

**Code CPV : 77310000-6 \_ Réalisation et entretien d'espaces verts**

---

*Les dispositions du présent document n'ont pas de valeur contractuelle.*

<b>1.- Identification du Pouvoir Adjudicateur .....</b>	<b>4</b>
Identification de l'organisme qui passe l'accord-cadre : .....	4
Identification du service en charge de l'exécution de l'accord-cadre : .....	4
<b>2.-Objet de l'Accord-cadre.....</b>	<b>4</b>
<b>3.- Procédure de passation.....</b>	<b>4</b>
<b>4.- Caractéristiques principales de l'accord-cadre.....</b>	<b>5</b>
4.1.- Forme de l'accord-cadre .....	5
4.2.- Durée d'exécution et reconduction .....	5
4.3.- Allotissement et estimation.....	5
4.4.- Variantes .....	6
4.5.- Informations financières.....	6
4.6.- Conservation des données.....	6
4.7.- Prestations similaires .....	7
4.8.- Lieu d'exécution.....	7
<b>5.- Conditions de participation à la consultation publique.....</b>	<b>7</b>
5.1.- Conditions générales liées à la candidature .....	7
5.2.- Conditions de participation propres aux groupements.....	8
5.3.- Dispositions relatives aux sous-traitants .....	8
5.4.- Modalités de retrait des dossiers de consultation des entreprises.....	8
5.5.- Renseignements complémentaires .....	8
5.6.- Pièces à remettre par tous les candidats.....	8
5.6.1.- Pièces se rapportant à la candidature .....	9
5.6.2.- Pièces se rapportant à l'offre.....	9
5.7.- Modalités de remise des plis .....	9
5.7.1.- Date de remise des plis et délai de validité des offres.....	9
5.7.2.- Modalités de présentation et de remise des plis .....	10
5.7.3.- Signature des documents à la remise des plis.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
5.7.4.- Clauses relatives à la dématérialisation.....	10
<b>6.- Analyse et classement des offres .....</b>	<b>10</b>
6.1.- Opérations de vérifications.....	10
6.2.- Critères de jugement des offres .....	11
6.2.1 Prix (55 %).....	11
6.2.2.- Valeur technique (35%).....	12
<i>Une note (Vt) de 0 à 35 sera attribué sur la base des éléments d'appréciation suivants : .....</i>	<i>12</i>
6.2.3.- Valeur environnementale (10 %).....	12
6.2.4.- Note finale .....	12
6.3.- Règles relatives à l'attribution .....	13

<b>7- Analyse de la candidature de l'attributaire .....</b>	<b>13</b>
7.1.- Liste des pièces à remettre par l'attributaire .....	13
7.2.- Modalités de transmission des pièces par l'attributaire et analyse de la candidature .....	14
7.2.1.- Remise des pièces à fournir par l'attributaire .....	14
7.2.2.- Analyse de la candidature .....	14
7.2.3.- Mise au point de l'accord-cadre .....	14
<b>8.- Notification de l'accord-cadre.....</b>	<b>14</b>

## 1.- Identification du Pouvoir Adjudicateur

### Identification de l'organisme qui passe l'accord-cadre :

DEPARTEMENT DE LA REUNION  
2, rue de la Source  
97488 SAINT DENIS CEDEX  
Téléphone : 02 62 90 30 30

### Identification du service en charge de l'exécution de l'accord-cadre :

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT  
33 rue de Paris  
97490 Sainte-Clotilde  
Tél : 0262 58 66 88

## 2.-Objet de l'Accord-cadre

L'objectif du Département est de reprendre la maîtrise du foncier du site de la Grande Chaloupe, de conforter pleinement son rôle de propriétaire et de garantir un usage conforme aux ambitions de valorisation et d'attractivité du site.

Le présent marché vise à gérer de manière spécifique le foncier de la Grande Chaloupe sur lequel sont implantés la Gare de l'ex CFR et le Hangar, et qui consiste en la parcelle CH 74 d'une superficie de 9062 m<sup>2</sup>, pour :

- mettre un terme au mitage du foncier,
- donner au visiteur une image positive de ce patrimoine,
- constituer un socle permettant l'émergence et la pérennité de projets à vocation touristique.

Les prestations concernent principalement à :

- Aménager, entretenir et assurer la gestion opérationnelle du site de la Grande Chaloupe
- Maintenir la propreté, la sécurité et la qualité environnementale du site
- Gérer les relations avec les associations occupantes
- Intervenir en cas de situations anormales (déchets, encombrants, événements climatiques, manifestations, etc.).

Il s'agit d'un marché de services au sens de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS).

## 3.- Procédure de passation

**Appel d'offres ouvert** en application des articles L.2124-2 et R 2124-1 et suivants du Code de la commande publique.

## 4.- Caractéristiques principales de l'accord-cadre

### 4.1.- Forme de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions des articles 2162-2 et suivants du Code de la commande publique, il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire, sans montant minimum et avec un montant maximum annuel, s'exécutant par émission de bons de commande.

### 4.2.- Durée d'exécution et reconduction

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de notification.

Les délais d'exécution sont fixés dans le cahier des clauses particulières (CCP).

Conformément aux dispositions de l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre pourra être reconduit de manière tacite pour une durée de 12 mois. Il pourra faire l'objet de trois reconductions.

Le pouvoir adjudicateur peut s'opposer à la reconduction tacite par l'envoi d'une lettre recommandée informant de sa décision de ne pas reconduire, dans un délai maximum de trois mois avant la fin de la durée de l'accord-cadre, définie ci-dessus.

### 4.3.- Allotissement et estimation

La présente consultation n'est pas allotie au motif qu'il n'est pas possible d'identifier des prestations distinctes, car l'ensemble des opérations à réaliser constitue un tout homogène et indivisible. Les prestations sont interdépendantes et nécessitent une coordination unique pour garantir la continuité et la cohérence du service.

Pour le présent accord-cadre, l'estimation de l'administration est la suivante :

Dénomination du marché	Estimation de l'administration en € HT	Accord-cadre
		Montant maximum en € HT
<i>Accord-cadre relatif à l'entretien et à la gestion du terrain d'assiette de la gare de la Grande Chaloupe</i>	82 000	120 000
<b>TOTAL (4 ans)</b>	328 000	

Conformément aux dispositions de l'article L.2113-14 du Code de la commande publique, ce marché est réservé aux structures employant des travailleurs handicapés ou défavorisés, telles que :

- Les entreprises adaptées (EA),
- Les établissements et services d'aide par le travail (ESAT),
- Les structures d'insertion par l'activité économique (SIAE),
- Ou toute autre entité répondant aux critères définis par le texte précité.

#### **4.4.- Variantes**

Les variantes ne sont pas autorisées.

#### **4.5.- Informations financières**

AVANCE - Aucune avance ne sera versée.

FORME DU PRIX – Les prix de l'accord-cadre sont assortis d'une clause de révisions (les modalités sont précisées dans le CCP).

#### **4.6.- Conservation des données**

En qualité de candidat au présent marché et en application de la loi du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du Règlement Général sur la Protection des Données du 27 avril 2016 (dit « RGPD »), le Département de La Réunion vous informe qu'il collecte des données personnelles vous concernant.

Les données sont utilisées pour le traitement lié à la passation du présent marché public. La base légale de ce traitement est l'exécution des mesures précontractuelles et à l'établissement de la relation contractuelle. Des données personnelles vous concernant sont accessibles en interne par les agents habilités du Département. Les candidatures et les offres ainsi que les documents relatifs à la procédure de passation de l'avis d'appel public à concurrence sont conservés par la collectivité pendant 5 ans. Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont conservées pendant une durée minimale de cinq ans pour les marchés de fournitures ou de services à compter de la fin de l'exécution du marché.

Vous pouvez accéder aux données vous concernant, demander à les rectifier ou à les effacer ou exercer votre droit à la limitation de traitement. Pour exercer ces droits ou pour toute question sur le traitement de vos données, vous pouvez contacter notre délégué à la protection des données par mail : [dpo@cg974.fr](mailto:dpo@cg974.fr)

Si vous estimez, après nous avoir contactés, que vos droits « Informatique et Libertés » ne sont pas respectés, vous pouvez adresser une réclamation à la CNIL : <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>

## 4.7.- Prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se garde la possibilité de recourir à une procédure sans publicité ni mise en concurrence préalables ayant pour objet la réalisation de prestations similaires, au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

## 4.8.- Lieu d'exécution

Les prestations sont à réaliser sur le territoire de La Réunion.

## 5.- Conditions de participation à la consultation publique

### 5.1.- Conditions générales liées à la candidature

**MOTIFS D'EXCLUSION** - Le candidat ne devra pas se trouver dans un des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires mentionnés aux articles L. 2141-1 à L. 2141-5 du Code de la commande publique.

Le candidat ne devra pas se trouver dans un des cas d'interdiction de soumissionner facultatives mentionnés aux articles L. 2141-7 à L. 2141-10 du Code de la Commande publique, sauf à présenter des preuves qu'il a pris des mesures de nature à démontrer sa fiabilité et que sa participation à la procédure de passation du marché n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement des candidats, au sens de l'article L. 2141-11 du Code de la commande publique.

**CAPACITES** - Conformément à l'article R. 2142-6 et suivants du Code de la commande publique, et R. 2142-13 et suivants du même code, le candidat devra présenter des capacités économiques et financières, ainsi que des capacités techniques et professionnelles en rapport avec l'objet du présent accord-cadre.

- ❖ **Pour la capacité économique et financière** : le candidat devra justifier d'une situation économique et financière compatible avec l'exécution d'un marché de services d'entretien et de gestion de site, notamment en démontrant la stabilité de sa structure et sa capacité à mobiliser les moyens nécessaires.
- ❖ **Pour les capacités techniques et professionnelles** : le candidat justifiera (agréments) qu'il appartient à l'une des structures autorisées par l'article L.2113-14 du CCP : EA, ESAT, SIAE ou structure employant des travailleurs handicapés ou défavorisés de compétences avérées en :
  - entretien d'espaces naturels et paysagers,
  - gestion des déchets et encombrants,
  - entretien de bâtiments et sanitaires,
  - interventions en sécurité (élagage, débroussaillage, gestion des risques),
  - gestion de site recevant du public et coordination avec des associations.

## 5.2- Conditions de participation propres aux groupements

Aucune forme de groupement n'est imposée.

## 5.3- Dispositions relatives aux sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties des prestations à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. La sous-traitance intégrale est interdite.

Dans cette hypothèse, les titulaires demeureront personnellement responsables de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché public.

Dans le cas où un candidat soumissionne avec un ou plusieurs sous-traitants, chaque sous-traitant devra produire les pièces mentionnées à l'article 5.1 du présent règlement de consultation. Il pourra le faire à travers le formulaire DC4.

## 5.4- Modalités de retrait des dossiers de consultation des entreprises

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) est téléchargeable gratuitement et à tout moment sur internet à l'adresse suivante : <https://marches-publics.departement974.fr/entreprise>

Le dossier de consultation remis aux candidats contient les documents suivants :

- la note importante de simplification ;
- le présent Règlement de la consultation (RC) ;
- le formulaire DR01, à compléter ;
- le Bordereau des prix unitaires valant détail quantitatif estimatif (BPU/DQE), à compléter ;
- le Cadre de réponse technique et environnementale (CRTS), à compléter ;
- le Cahier des clauses particulières (CCP) ;

**NB : il est précisé que l'acte d'engagement (AE) ne sera transmis qu'à l'attributaire pressenti pour retranscrire son offre lors de la demande des pièces énumérées à l'article 7.1 ci-dessous.**

## 5.5.- Renseignements complémentaires

Les candidats sont invités à formuler leurs demandes de renseignements complémentaires, **au plus tard 10 jours** avant la date limite de réception des offres, sur la plateforme à l'adresse : <https://marches-publics.departement974.fr/entreprise>

Les réponses aux questions des candidats et les compléments éventuels au DCE, seront transmis aux candidats 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres.

## 5.6.- Pièces à remettre par tous les candidats

Les candidats sont informés qu'une réponse à la présente consultation vaut adhésion de leur part à l'ensemble des clauses incluses dans les documents de la consultation. Les dispositions prévues par les cahiers de charges sont intangibles.

### ***5.6.1.- Pièces se rapportant à la candidature***

**Au titre de la candidature**, les candidats remettent le formulaire « déclaration sur l'honneur – DR 01 » figurant dans le dossier de consultation ou une déclaration sur l'honneur équivalente indiquant :

- a) Qu'ils n'entrent dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux L. 2141-1 à L.2141-5 du Code de la commande publique ;
- b) Qu'ils sont en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- c) **Qu'ils satisfont aux niveaux de capacités techniques, professionnelles, économiques et financières requis pour l'exécution de l'accord-cadre, tel que défini à l'article 5.1 du présent règlement de la consultation.**

La signature de ce document DR01 n'est pas obligatoire.

Dans le cas où un candidat n'a pas remis le formulaire « déclaration sur l'honneur – DR 01 » figurant dans le dossier de consultation ou une déclaration sur l'honneur équivalente, le pouvoir adjudicateur lui demandera de compléter son dossier de candidature, dans un délai de 5 jours. A l'expiration de ce délai, si le candidat n'a pas produit les documents ou renseignements demandés, sa candidature sera rejetée.

Les candidats peuvent également remettre, dès la candidature, toutes les pièces visées à l'article 7.1, à remettre par l'attributaire.

### ***5.6.2.- Pièces se rapportant à l'offre***

Au titre de l'offre, les soumissionnaires transmettent :

- **Un Bordereau des prix unitaires (BPU)**, valant DQE complété et daté ;
- **Le cadre de réponse technique et environnementale (CRTE)**.  
L'utilisation du cadre de réponse n'est pas obligatoire. Le cas échéant, si le soumissionnaire décide ne pas utiliser le cadre de réponse, un renvoi vers les grandes thématiques du cadre de réponse doit être fait.

La signature de ces documents n'est pas obligatoire. Les pièces contractuelles seront signées par l'attributaire dans les conditions de l'article 7.1 du présent règlement de la consultation.

## **5.7- Modalités de remise des plis**

### ***5.7.1.- Date de remise des plis et délai de validité des offres***

La date limite de réception des offres est indiquée en page de garde. Les candidats sont seuls responsables du respect de la date de dépôt. Les offres qui parviendraient après la date et heure limite ne seront pas acceptées.

Délai de validité des offres : **4 mois** à compter de la date limite de réception des offres.

### **5.7.2.- Modalités de présentation et de remise des plis**

Les plis contenant les propositions seront transmis uniquement par voie dématérialisée à l'adresse suivante : <https://marches-publics.departement974.fr/entreprise>

**La transmission des plis par courriel ou tout autre moyen n'est pas autorisée.** Les documents et informations doivent être rédigés en langue française ou, à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

### **5.7.4.- Dématérialisation**

Pour la remise des candidatures et offres par voie électronique, le fournisseur devra respecter les clauses générales indiquées sur le site de dématérialisation des marchés du Département de La Réunion : <https://marches-publics.departement974.fr/entreprise> (en particulier celles figurant sur la page d'accueil et dans la rubrique Pratique/ Conditions d'accès).

- Les jours et heures limites de remise des candidatures et des offres, et les indications calendaires et horaires du site de dématérialisation du Département, sont celles de l'île de La Réunion (GMT + 4h00).
- Les formats électroniques des documents dématérialisés remis par le soumissionnaire devront être ceux autorisés sur le site et décrits sous la rubrique Pratique/ Conditions d'accès. En cas de non-respect de cette clause, si les documents ne peuvent être ouverts ou si leur ouverture requiert l'achat d'un logiciel, les plis seront rejetés.
- Le candidat devra fournir une adresse électronique qui devra être valide durant toute la procédure de passation de l'accord-cadre. Elle servira d'adresse de correspondance tout au long de la procédure.
- Les candidats acceptent, dans le cas où leur offre serait retenue, que celle-ci soit rematérialisée pour la mise au point de l'accord-cadre et son exécution.
- Le candidat peut déposer une copie de sauvegarde. Il doit la faire parvenir dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres. Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli fermé comportant la mention lisible « copie de sauvegarde – NE PAS OUVRIR », le nom de l'entreprise, et l'identification de l'affaire. Elle doit être transmise à l'adresse suivante :

**Département de la Réunion**  
**Direction de la commande publique**  
**31 rue de Paris – 97400 Saint-Denis**  
**Horaires d'ouverture : du lundi au jeudi de 8h à 12 h et de 13h à 16h.**  
**Le vendredi de 8h à 12h et de 13h à 15h.**

## **6.- Analyse et classement des offres**

### **6.1.- Opérations de vérifications**

Ces opérations seront mises en œuvre avant l'établissement du classement des offres.

Pour le présent accord-cadre, il est demandé aux candidats de compléter le BPU valant DQE. Ce document est utilisé afin de procéder à l'analyse des prix.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toute autre indication de l'offre, et le montant du détail quantitatif et estimatif sera rectifié en conséquence le cas échéant.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail quantitatif et estimatif seront également rectifiées et, pour le jugement des offres. Le montant ainsi rectifié qui sera pris en considération pour l'application de la formule de prix.

A l'issue des opérations de vérifications, le candidat sera informé des corrections qui auront été apportées.

## 6.2.- Critères de jugement des offres

Les offres irrégulières, inacceptables et inappropriées seront écartées. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander la régularisation des offres irrégulières, dans un délai de 5 jours, sauf si elles sont anormalement basses et sous réserve de ne pas en modifier les caractéristiques substantielles. A l'expiration de ce délai, si le soumissionnaire n'a pas présenté d'offre régularisée, son offre sera éliminée.

Si des offres sont susceptibles d'être qualifiées d'anormalement basses au sens de l'article L. 2152-5 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur demandera au soumissionnaire concerné des précisions et justifications sur le montant de son offre. Si, après vérification des justifications fournies par le soumissionnaire, le pouvoir adjudicateur établit que l'offre est anormalement basse, il la rejettera dans des conditions prévues par l'article R. 2152-4 du Code de la commande publique.

Les offres restantes seront analysées et classées en fonction des critères pondérés suivants :

CRITERES		PONDERATION
1	Prix	55 %
2	Valeur technique	35 %
3	Valeur environnementale	10 %

### 6.2.1 Prix (55 %)

Une note (Np) de 0 à 55 sera attribuée selon la formule de calcul ci-après :

$$N_{pi} = 55 \times (1 - (1 \times (M_i - M_d) / M_d))$$

0

M<sub>i</sub> est le montant de l'offre à noter

M<sub>d</sub> est le montant de l'offre moins-disante

Cette formule pouvant aboutir à des notes négatives, toute note négative sera ramenée à la note de 0.

Les soumissionnaires sont informés que les offres seront analysées avec leurs montants TTC.

Les offres dont le montant TTC du DQE dépasse le montant maximum TTC tel que défini par l'article 4.3 du présent règlement de la consultation seront déclarées irrégulières, au motif de la non-conformité de l'offre avec les conditions de la consultation.

### **6.2.2.- Valeur technique (35%)**

Une note (Vt) de 0 à 35 sera attribué sur la base des éléments d'appréciation suivants :

- **Elément d'appréciation 1** : la compréhension du besoin et la méthodologie proposée (10 points) ;
- **Elément d'appréciation 2** : l'organisation des moyens humains (composition et expérience) et matériels (15 points) ;
- **Elément d'appréciation 3** : la qualité du dispositif de suivi et de contrôle (5 points) ;
- **Elément d'appréciation 4** : les mesures mises en œuvre pour garantir la continuité des prestations et la sécurité (5 points).

### **6.2.3.- Valeur environnementale (10 %)**

Une note de 0 à 10 sera attribuée pour le critère environnemental. Le soumissionnaire précisera dans son cadre de réponse technique et environnemental, les démarches qui seront mise en œuvre dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre pour favoriser la réduction de son empreinte écologique et son impact sur l'environnement, notamment :

- La gestion environnementale des prestations notamment : la gestion et la valorisation des déchets, la consommation d'eau et d'énergie, l'optimisation des déplacements (type de véhicule utilisé, matériels techniques, circuit, limitation des nuisances, etc...), les produits utilisés pour l'entretien du site (noté sur 8 points) ;
- Toutes autres mesures concrètes que le soumissionnaire souhaite mettre en œuvre dans le cadre de l'exécution de cet accord-cadre, afin de limiter son empreinte écologique et son impact du l'environnement (noté sur 2 points).

### **6.2.4.- Note finale**

Une note finale (Nf) constituera la somme des trois notes attribuées à l'offre en fonction de son prix, de sa valeur technique et environnementale, soit :

$$\mathbf{Nf = Note P + Note Vt + Note Pe}$$

Où

Np : note prix

NVt : note Valeur technique

Npe : note valeur environnementale

Un classement des offres sera établi en cumulant les trois notes obtenues. Le soumissionnaire le mieux classé sera retenu.

### 6.3.- Règles relatives à l'attribution

Le classement des offres est établi selon les modalités indiquées à l'article 6.2. ci-dessus

## 7- Analyse de la candidature de l'attributaire

### 7.1.- Liste des pièces à remettre par l'attributaire

L'attributaire de l'accord-cadre sera appelé à fournir, sur demande des services départementaux, et conformément à la déclaration sur l'honneur qu'il aura remise, les pièces suivantes à l'adresse <https://marches-publics.departement974.fr/entreprise>:

- Le formulaire DR 01, ou une déclaration sur l'honneur équivalente, dûment daté et signé électroniquement ;
- Le cas échéant, une copie de jugement de redressement judiciaire ;
- En cas de groupement, le pouvoir du mandataire dûment daté et signé ;
- Un certificat ou une attestation prouvant qu'il est à jour de ses obligations fiscales, datant de moins de six mois ;
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.

Il devra également fournir les pièces suivantes relatives à ses capacités professionnelles, techniques, économiques et financières pour justifier être le respect des conditions de participation définies à l'article 5.1 du présent règlement de la consultation :

#### Pour l'appréciation de la capacité économique et financière :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaire global du candidat portant sur les 3 derniers exercices disponibles ;
- Si pour une raison justifiée, le candidat n'est pas en mesure de produire les renseignements et documents demandés par l'acheteur, il est autorisé à prouver sa capacité économique et financière par tout moyen approprié.

#### Pour l'appréciation de la capacité technique et professionnelle :

- Une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant de l'accord cadre, la période d'exécution et le destinataire public ou privé ;
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;

Enfin, il devra fournir les pièces suivantes, **signées de manière électronique** :

- Acte d'engagement (y compris RIB) ;
- BPU valant DQE;
- CRTE.

Dans l'hypothèse où l'attributaire ne dispose pas d'une signature électronique il signera de manière manuscrite les documents susvisés, en déposera une copie scannée sur le profil acheteur, et en parallèle transmettra la version originale signée des documents par voie postale ou déposée dans les locaux de la Direction de la commande publique du Département.

## **7.2.- Modalités de transmission des pièces par l'attributaire et analyse de la candidature**

### ***7.2.1.- Remise des pièces à fournir par l'attributaire***

Il sera demandé au candidat retenu de produire électroniquement à l'adresse <https://marches-publics.departement974.fr/entreprise>, dans un délai de 10 jours à compter de la demande expresse du représentant du pouvoir adjudicateur, les pièces justificatives, se rapportant à sa candidature, visées à l'article 7.1., si celles-ci ne sont pas encore signées.

S'il est constaté, que certaines des pièces réclamées sont manquantes ou incomplètes, le représentant du pouvoir adjudicateur peut décider de demander à l'attributaire de compléter son dossier. Le délai de remise des documents sera de 5 jours.

**Dans le cas où l'attributaire ne satisferait pas à l'obligation de production des attestations et documents, sa candidature sera rejetée et la même procédure sera mise en œuvre avec le candidat ayant présenté l'offre classée la meilleure.**

### ***7.2.2.- Analyse de la candidature***

Après réception de l'ensemble des pièces visées à l'article 7.1., le pouvoir adjudicateur procédera à l'analyse de la candidature. Il vérifiera la capacité à soumissionner du candidat et ses niveaux de capacité juridique, économique, financière.

**Dans le cas où l'attributaire ne dispose pas d'une capacité suffisante à réaliser la prestation, sa candidature sera rejetée. La même procédure sera mise en œuvre avec le candidat ayant présenté l'offre classée la meilleure.**

### ***7.2.3.- Mise au point de l'accord-cadre***

Conformément à la déclaration (DR01) fournie au moment de la remise des offres, dans le cas où les pièces de l'offre remises par l'attributaire seraient incomplètes ou différentes de celles qu'il a remises au titre de son offre, il pourra lui être demandé de remettre des pièces conformes à celles qui ont été remises lors de la consultation, dans un délai de cinq jours.

**Passé ce délai ou en cas de refus, son offre sera rejetée et la même demande sera formulée au candidat ayant présenté l'offre classée la meilleure.**

## **8.- Notification de l'accord-cadre.**

La notification sera effectuée par transmission électronique.